

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 4

Numéros dans les séries spéciales :

571 TM — 209 TOM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :	
n°	du
n°	du
n°	du
n°	du
Cette instruction a été abrogée par l'instruction	
n°	du

NOUVEAUX MODELES D'IMPRIMES
DESTINES AU SERVICE DES AVANCES PROVISOIRES
SUR PENSIONS FONDEES SUR LA DUREE DES SERVICES
ET DES ACCESSOIRES POUR ENFANTS
QUI S'Y RATTACHENT

DOCUMENTS A ANNOTER

- Circulaire n° 190 du 22 décembre 1944 (*Bulletin des Services du Trésor* n° 42 G du 29 décembre 1944) modifiée ;
- Circulaire n° 1254 du 30 avril 1953 (*Bulletin des Services du Trésor* n° 35 G) modifiée ;
- Circulaire n° 1487 du 4 avril 1955 (*Bulletin des Services du Trésor* n° 34 G) modifiée ;
- Circulaire n° 1912 du 20 juillet 1957 (*Bulletin des Services du Trésor* n° 54 G) modifiée ;
- Instruction n° 58-54-B 3 du 28 février 1958, modifiée.

1 L'attention des comptables est appelée sur les dispositions de la lettre-commune n° 28-M dont le texte figure en annexe à la présente instruction, et qui sera adressée aux différents Départements ministériels le 23 novembre 1960 au sujet de la mise en service de nouveaux modèles d'imprimés, destinés au service des avances provisoires sur pensions fondées sur la durée des services et des accessoires pour enfants, qui s'y rattachent.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGS	TPG	DOM	RF	P	TGA	PGM	TGT
RFA	TOM	CLV	PY	CY	PGA	AET	ACD

INSTRUCTION
N° 60-180 - B 3
du
21 Nov. 1960.

- 2 Les comptables trouveront, dans cette lettre-commune, toutes indications utiles relatives à la contexture et à l'établissement, par les administrations, des imprimés dont il s'agit.

Toutefois, il doit être tenu compte des prescriptions suivantes :

- 3 1° Le fait que les nouveaux titres de paiement d'avances principales sur pensions sont susceptibles d'être établis par duplication n'impose nullement aux administrations d'employer ce procédé et elles peuvent continuer à les établir soit à la machine à écrire, soit manuscritement.

2° *Renouvellement des titres de paiement.*

- 4 Ainsi qu'il a été précisé dans l'Instruction n° 58-54-B. 3 du 28 février 1958, dans le cas où le paiement des avances principales sur pension est continué au-delà d'une année *mais sans dépasser deux ans*, il n'est pas délivré de nouveau brevet d'avances sur pension de retraite ni de nouvelles fiches de paiement de l'avance principale et des avances sur accessoires pour enfants. Seul, un nouveau carnet de quittances est établi par le service liquidateur des pensions.

- 5 Le renouvellement du carnet de quittances est effectué suivant les modalités rappelées dans l'Instruction n° 58-54-B. 3 du 28 février 1958 (1).

- 6 Dans le cas où le paiement des avances est continué au-delà de deux années, il est procédé au renouvellement de l'ensemble des titres de paiement, c'est-à-dire, que les administrations liquidatrices ont à établir :

- un nouveau brevet ;
- de nouvelles fiches A et B ;
- un nouveau carnet de quittances.

- 7 Le brevet ainsi établi en remplacement de l'ancien titre expiré doit porter un nouveau numéro.

- 8 Les titres de paiement renouvelés portent dans la partie réservée aux observations du brevet et des fiches de paiement A et B une mention indiquant qu'ils font suite aux titres de paiement précédemment délivrés dont le numéro et la date d'émission sont rappelés.

- 9 Ces indications sont également reportées sur le nouveau carnet de quittances, à la partie intitulée « Avis au Comptable ».

- 10 Il est procédé à la mise en paiement, dans les conditions habituelles, après que les Comptables supérieurs assignataires se sont assurés que la jouissance du titre de paiement renouvelé fait immédiatement suite à la période payée sur le précédent titre de paiement.

Avant de procéder au paiement des prochains arrérages, le Comptable payeur doit, si cela n'a pas déjà été fait :

- 11 — retirer au bénéficiaire des avances le titre de paiement en sa possession et lui remettre, en échange, le brevet et le carnet de quittances renouvelés ainsi que, le cas échéant, le carnet de quittances des accessoires pour enfants qui s'y rattachent ;
- 12 — renvoyer au Comptable supérieur assignataire le titre restitué par le titulaire des avances.

(1) Page 2, paragraphe 5, « Renouvellement des titres de paiement ».

- 13 Le brevet remis par le titulaire doit être conservé par le Comptable supérieur assignataire à l'appui des fiches et des carnets de quittances expirés en vue de la liquidation des premiers arrérages de la pension qui sera éventuellement concédée par la suite.

INSTRUCTION
N° 60-180-B 3
du
21 Nov. 1960.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
et par délégation du Ministre :

Le Chef de Service,

R. VERON.

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES

ANNEXE

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX FINANCES

à

Bureau C 4.

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

L/C 28 M.

**NOUVEAUX MODELES D'IMPRIMES DESTINES AU SERVICE DES AVANCES
PROVISOIRES SUR PENSIONS FONDEES SUR LA DUREE DES SERVICES
ET DES ACCESSOIRES POUR ENFANTS QUI S'Y RATTACHENT**

La lettre-commune de mon Département n° 5 M du 28 février 1958 a fait connaître la contexture et les conditions d'emploi de nouveaux modèles de titres de paiement d'avances provisoires sur pensions civiles, susceptibles d'être établis par le même procédé de duplication que les titres de paiement des pensions concédées.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que pour faciliter aux administrations l'établissement, par duplication, des titres dont il s'agit, des formules de clichés permettant le tirage des brevets et des fiches de paiement sont mises en service.

Ainsi qu'il a été indiqué dans la lettre-commune du 28 février 1958, les nouveaux modèles de titres de paiement d'avances provisoires sur pension se distinguent des précédents essentiellement par l'existence, dans tous les cas, d'un brevet d'avances sur pension de retraite permettant de faire apparaître en quatrième page des bases de liquidation des accessoires pour enfants :

- allocations pour enfants,
- pensions temporaires d'orphelins.

D'autre part, par mesure de simplification, les modèles de carnets de quittances et les fiches de paiement A et B se rapportant aux avances sur allocations pour enfants et aux avances sur pensions temporaires d'orphelins susceptibles d'être élevées au montant de ces allocations, ont été remplacés par un modèle unique.

La présente lettre-commune a pour objet de décrire ces nouveaux modèles d'imprimés dont certaines administrations ont déjà été approvisionnées, et de faire connaître les conditions de leur emploi.

**§ I. — Clichés destinés au tirage par duplication des brevets
et des fiches de paiement A et B.**

Ces formules de clichés sont au nombre de deux.

1° *La première* (modèle FA n° 104), qui est la reproduction exacte des cadres figurant aux pages 2 et 3 du brevet d'avances, permet le tirage :

- des pages 2 et 3 du *brevet* sur lesquelles figurent les caractéristiques générales et bases de liquidation des avances provisoires sur *pensions principales*,

- de la première et de la dernière page des *fiches A et B* d'avances provisoires sur *pensions principales*,
- de la première page des *fiches A et B* d'avances sur *allocations pour enfants* ou sur *pensions temporaires d'orphelins*, susceptibles d'être élevées au montant de ces allocations.

2° La seconde formule (modèle FA n° 105), qui constitue la reproduction exacte des tableaux figurant à la quatrième page du brevet d'avances sur pension de retraite, permet le tirage :

- de la quatrième page du *brevet* d'avances provisoires, sur laquelle doivent figurer les bases de liquidation des avances sur allocations pour enfants ou sur pensions temporaires d'orphelins,
- de la quatrième page des *fiches A et B* d'avances sur allocations pour enfants ou sur pensions temporaires d'orphelins, susceptibles d'être élevées au montant de ces allocations.

En utilisant les deux clichés, les administrations liquidatrices des avances provisoires sur pensions peuvent donc établir par duplication :

- le brevet d'avances sur pensions de retraite (pages 2, 3 et 4),
- les fiches de paiement A et B des avances sur pensions principales (pages 1 et 4),
- les fiches de paiement A et B d'avances sur allocations pour enfants ou sur pensions temporaires d'orphelins susceptibles d'être élevées au montant de ces allocations (pages 1 et 4), le cas échéant.

§ II. — Avances sur accessoires pour enfants.

Jusqu'à présent les avances sur accessoires pour enfants donnaient lieu à l'établissement de carnets de quittances et de fiches de paiement A et B de modèles différents suivant qu'il s'agissait :

- d'allocations pour enfants,
- ou de pensions temporaires d'orphelins susceptibles d'être élevées au montant des allocations pour enfants.

Désormais, les carnets de quittances et les fiches A et B afférents à ces deux sortes d'avantages sont d'un modèle unique qui comporte les deux mentions « Allocations pour enfants » et « Pensions temporaires d'orphelins ». Cette dernière mention est complétée par l'indication « susceptibles d'être élevées au taux des allocations pour enfants » en sous-titre.

L'une de ces deux mentions devra être soigneusement biffée pour ne laisser subsister que la mention correspondant aux émoluments effectivement attribués.

L'attention des administrations est attirée sur le fait qu'il convient de supprimer la mention inutile, en ce qui concerne les carnets de quittances, non seulement sur la couverture, mais aussi sur chacun des coupons.

Les avances sur pensions temporaires d'orphelins non susceptibles d'être élevées au montant des allocations pour enfants ainsi que les avances sur pensions principales d'orphelins susceptibles ou non d'être élevées au montant des allocations pour enfants continueront à faire l'objet d'imprimés distincts en ce qui concerne les carnets de quittances et les fiches A et B. De nouveaux modèles de fiches de paiement et de brevet pour les avances sur pensions principales d'orphelins, permettant le tirage par duplication, seront mis en service lorsque les stocks d'imprimés existant actuellement dans mes services auront été épuisés.

Les nouvelles fiches de paiement des avances sur accessoires pour enfants peuvent permettre le paiement de deux années d'arrérages comme celles des avances principales. Il en résulte que lorsque le paiement des avances sur pensions

INSTRUCTION
N° 60-180 - B 3
du
21 Nov. 1960.

de retraite devra être continué au-delà d'une année, mais sans dépasser deux ans, il n'est pas délivré de nouvelles fiches de paiement des avances *sur accessoires pour enfants*. Seul, un nouveau carnet de quittances est établi par le service liquidateur des pensions. Le renouvellement des fiches de paiement des avances sur pension principale et sur accessoires pour enfants est donc désormais simultané.

Mon Administration (Direction de la Comptabilité Publique, bureau C 4, 93, rue de Rivoli, Paris, 1^{er}) approvisionnera donc désormais les administrations liquidatrices des imprimés énumérés ci-après :

... *Clichés destinés au tirage par duplication des brevets et des fiches :*

- modèle FA 104 (caractéristiques générales et bases de liquidation des avances),
- modèle FA 105 (tableaux relatifs aux accessoires pour enfants),

... *Avances provisoires sur pensions principales :*

- brevets,
- carnets de quittances,
- fiches A et fiches B,

... *Avances sur allocations pour enfants et avances sur pensions temporaires d'orphelins susceptibles d'être élevées au taux des allocations pour enfants :*

- carnets de quittances,
- fiches A et fiches B (imprimés communs à aménager suivant la nature des émoluments attribués),

— *Avances sur pensions temporaires d'orphelins non susceptibles d'être élevées au taux des allocations pour enfants :*

- carnets de quittances,
- fiches A et fiches B,

— *Avances sur pensions principales d'orphelins susceptibles d'être élevées au taux des allocations pour enfants :*

- brevets,
- carnets de quittances,
- fiches A et fiches B.

— *Avances sur pensions principales d'orphelins non susceptibles d'être élevées au montant des allocations pour enfants :*

- brevets,
- carnets de quittances,
- fiches A et fiches B.

Il n'est rien modifié aux autres dispositions qui font l'objet de la lettre commune n° 5 M du 28 février 1958, et notamment du § III relatif aux avances sur accessoires pour enfants.

Pour le Secrétaire d'Etat aux Finances et par délégation :

Le Directeur de la Comptabilité Publique,

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Chef de Service,

R. VERON.